

**Burkina : *«****Dans ce contexte de mauvaise gouvernance, il ne faut pas s’attendre à ce que la gestion du secteur de la sécurité soit meilleure »,* avise Pr Augustin Loada, président du Mouvement patriotique pour le salut **(MPS)**

**Pour sa première conférence de presse, depuis son lancement en juillet 2019, le Mouvement patriotique pour le salut (MPS) a décidé de porter son analyse sur la situation nationale, avec en toile de fond, la dégradation de la sécurité. C’était à travers une conférence de presse animée ce mardi, 12 novembre 2019 à Ouagadougou.**

**Nous vous proposons la déclaration liminaire de cette sortie.**

# Mesdames et Messieurs les journalistes

Bienvenue à cette première conférence de presse du Mouvement patriotique pour le Salut (MPS), depuis son lancement le 27 juillet 2019 à Tenkodogo.

La constitution du MPS, le 9 mai 2019, trouve son fondement dans la trajectoire inquiétante prise par notre Patrie ces dernières années ; une trajectoire devenue un sujet de préoccupation non seulement pour les Burkinabè mais aussi pour les amis du Burkina Faso. Le

MPS, reconnu officiellement le 2 juillet 2019 ambitionne de renouveler l’offre politique au Burkina Faso et d’offrir au Peuple burkinabè une alternative face à un cartel de partis et d’hommes politiques qui, depuis presqu’une génération, ont fait la démonstration de ce qu’ils ne peuvent plus rien apporter d’innovant à notre peuple.

# Mesdames et Messieurs

La situation nationale, en particulier sécuritaire que traverse notre pays est grave et même très grave depuis la fin de la Transition en novembre 2015. Notre patrie est en danger. Aujourd’hui au moment où nous sommes réunis, une partie, sans cesse croissante, de notre territoire échappe désormais au contrôle de nos forces de défense et de sécurité. Malgré le déni de nos gouvernants, l’autorité de l’Etat est en train de s’effondrer, et on assiste à l’extension de l’implantation physique des groupes armés, lesquels se superposent aux groupes criminels préexistants. Selon des chercheurs, ces violences dans le Nord et l'Est du pays ont déclenché une dynamique complexe qui s’auto-renforce, du fait en particulier du côté de l’Etat, de réactions inappropriées qui stimulent par inadvertance la mobilisation des groupes armés, le tout dans un climat d’assassinats ciblés et de représailles au niveau communautaire et au niveau de certains segments des élites locales. Nos ennemis, en s’en prenant aveuglément à la population civile et à nos forces de défense et de sécurité caressent le dessein inavoué de saper les fondements de notre Nation et de nous faire disparaître en tant qu’État. Ce qui est arrivé ces dernières années et plus récemment au Nord et à l’Est de notre pays dépasse l’entendement. Des centaines de nos compatriotes ont été blessés quand ils n’ont pas perdu la vie, un demi-million d’autres sont devenus des déplacés dans leur propre patrie. En s’attaquant à l’activité minière qui constitue la principale source de revenus pour l’État au Burkina Faso, les terroristes cherchent à nous asphyxier économiquement et à s’emparer de nos richesses naturelles. Aucune ambition humaine ne peut justifier les actes ignobles qu’ils ne cessent de multiplier sur la terre libre du Burkina Faso. Le MPS présente une fois encore ses condoléances aux proches des victimes et souhaite un prompt rétablissement aux blessés. Ces événements tragiques doivent nous porter vers l’introspection et la réflexion profonde afin d’en tirer l’énergie nécessaire pour triompher de nos ennemis.

# Mesdames et Messieurs les journalistes

Si l’on en est là, ce n’est pas seulement à cause de l’impérialisme, des groupes terroristes étrangers et à des facteurs exogènes sur lesquels nous, Burkinabè, avons peu de prise. La situation que nous vivons peut s’expliquer aussi par des facteurs endogènes et par la responsabilité des acteurs burkinabè. Que dis-je ? Par l’irresponsabilité de certains de nos gouvernants (I).

Il n’y a cependant pas lieu de désespérer, car au MPS, en phase avec notre peuple, nous croyons fermement qu’un Burkina meilleur est possible (II).

I. **Comment en est-on arrivé là ?**

# Mesdames et Messieurs

Après une longue période de stabilité politique, les Burkinabè, excédés par la mauvaise qualité de la gouvernance qui leur était servi, se sont insurgés contre le régime en place. Derrière la longue stabilité qu’a connue notre pays jusqu’en 2014 se profilait en réalité un terreau fertile à l’effondrement de nos capacités de riposte face à l’hydre terroriste. Si nous voulons comprendre ce qui nous arrive, il nous faut comprendre alors les ressorts profonds et les facteurs structurels qui sont à l’origine de l’expansion fulgurante du terrorisme dans notre pays ; il nous faut interroger la manière dont les affaires publiques ont été gérées dans notre pays pour relever ce défi planétaire qu’est le terrorisme.

Le succès de la lutte contre le terrorisme implique que nous ayons une bonne lecture de la situation nationale et que nous soyons plus intelligents que ceux qui nous combattent, qui nous épient, vivent avec nous, nous étudient, nous connaissent alors que nous semblons ne rien connaître d’eux et de leurs tactiques. L’insécurité actuelle que nous vivons n’est qu’une partie d’une crise plus vaste et essentiellement politique qui touche aux fondements de l’Etat-nation et à son rôle dans la société burkinabè. Des facteurs structurels comme le développement de la corruption dans les institutions étatiques et non-étatiques et dans la société burkinabè, le chômage et le manque d’opportunités économiques pour les jeunes, la pauvreté, la distribution inéquitable des ressources de l’Etat sur le plan spatial et social, les insuffisances de la couverture du territoire national en services publics, les insuffisances de la gouvernance du secteur de la défense et de la sécurité ne peuvent que faciliter l’expansion du terrorisme. Mais qu’est-ce qui a été fait pour résoudre ces questions structurelles depuis 30 ans ?

Selon certains chercheurs, c’est « l’accumulation de griefs et de frustrations, subis et exprimés par les populations agro-pastorales des régions burkinabè du Sahel et de l’Est » vis-à-vis de l’État qui constitue le point d’ancrage au Burkina Faso pour les groupes armés transnationaux. L’instrumentalisation des conflits locaux préexistants, qu’ils soient issus de la restriction sur l’accès aux ressources naturelles ou des luttes locales sur la distribution du pouvoir, a permis alors aux groupes armés d’implanter de petites cellules de combattants, et d’exporter le conflit armé du Mali au territoire burkinabè. Le climat d’insécurité croissant conjugué au retrait de l’Etat dans les régions du Sahel et de l’Est a créé en retour un vide régalien comblé par les réseaux criminels transnationaux et le banditisme sur lesquels s’appuient les groupes armés pour étendre leur influence et leur contrôle territorial. Les acteurs issus des groupes armés s’intègrent au local, aux différents territoires et communautés en fonction des tensions, des conflits locaux préexistants et les instrumentalisent à la fois pour réduire la légitimité de l’État et accroître leurs bassins de recrutement. En retour, les acteurs locaux voient là l’occasion de se venger de l’État, sur le plan socioéconomique, de dénoncer son autoritarisme et ses abus, et de renégocier l’accès aux ressources environnementales, économiques et politiques qui déterminent leurs conditions de vie et leur organisation socioéconomique. C’est pourquoi la mise en place d’un Programme d’urgence pour le développement des communes dans les régions touchées par le terrorisme d’un montant de 455 milliards de CFA était bien pensée. Mais n’est-il pas trop tard, quand on sait que les populations fuient les communes bénéficiaires, notamment celles du Sahel ?

**Mesdames et Messieurs**, la plupart des facteurs structurels mentionnés ci-dessus susceptibles de faire le lit du terrorisme étaient déjà présents au Burkina Faso en 2014. C’est pourquoi le régime issu des élections de novembre 2015 avait une lourde responsabilité : celle de concrétiser les aspirations de notre peuple à un Burkina meilleur, exprimées à la faveur de l’insurrection. Tout le monde savait que c’était une mission difficile mais pas impossible. Hélas, au lieu de rassembler toutes les forces disponibles pour planifier et gérer de manière stratégique les questions urgentes et prioritaires, les nouvelles autorités ont choisi de se concentrer sur la jouissance de leur « *naam »* (pouvoir, ndlr), renvoyant aux calendes grecques les promesses de changement et éteignant du coup la lampe de l’espérance allumée par l’insurrection. En conséquence, la rupture attendue et promise avec le système politique rejeté par le Peuple burkinabè en octobre 2014 n’a pas eu lieu.

Tous les rapports publiés depuis l’avènement de la nouvelle équipe dirigeante montrent que dans le domaine de la gestion des affaires publiques les indicateurs d’intégrité se sont considérablement dégradés. Ce n’est pas le MPS qui le dit, c’est l’ASCE-LC (Autorité supérieure de contrôle d'Etat et de Lutte contre la corruption) et le REN-LAC (Réseau national de lutte anti-corruption) qui soutiennent que les acteurs de la corruption n’ont plus peur et repoussent chaque jour les limites de la décence, du cynisme et de la déchéance morale. Face à un bilan aussi catastrophique, alors que des milliers de Burkinabè souffrent, de hauts dignitaires continuent à manger, à boire et à danser comme si de rien n’était. Sereins, ils continuent à voyager, à inaugurer par ci par là, des bouts de route, à accumuler des ressources et à distribuer à leurs partisans les moyens nécessaires à la plus gigantesque opération de corruption électorale que le Burkina pourrait vivre si jamais ils décidaient d’organiser les élections dans un an. Les gouvernants qui devraient donner l’exemple se moquent éperdument de l’opinion réprobatrice des citoyens.

Dans ce contexte de mauvaise gouvernance, il ne faut pas s’attendre à ce que la gestion du secteur de la sécurité, plus complexe, soit meilleure. Il suffit pour s’en convaincre de regarder la place qu’occupent les institutions en charge de notre sécurité dans le classement du REN-LAC des secteurs les plus corrompus du Burkina Faso. Nous avons beau accroître nos dépenses en matière de défense et de sécurité, si cet argent n’est pas bien utilisé, nous ne ferons qu’alimenter un tonneau des danaïdes. Mais de quelle autorité disposent nos gouvernants pour venir à bout de la mauvaise gestion quand un ministre de la Défense peut s’offrir en toute impunité un château dans un environnement de pénurie ? Lorsque l’on entend parler de trafic de charbon fin d’une valeur de centaines de milliards de CFA, lorsqu’on entend chaque semaine des milliards de FCFA de marchés de gré à gré ou de véhicules pick-up distribués à tour de bras à des partisans ?

A vrai dire, nos gouvernants ne semblent pas avoir pris la mesure de la gravité de la situation. La preuve ? Le Conseil de défense et de sécurité nationale se réunit épisodiquement, là où dans certains pays, il se réunit hebdomadairement. Nos gouvernants veulent faire croire au peuple que la situation est normale, sous contrôle et continuent à vaquer à leurs activités quotidiennes comme si de rien n’était, au lieu de revêtir la tenue de combat et d’entraîner avec eux l’ensemble du peuple burkinabè dans cette dynamique de la défense d’une patrie en danger.

Il n’est donc pas étonnant que dans la capitale et ailleurs au Burkina, on continue à vivre dans l’insouciance (se désole le cardinal Philippe Ouédraogo ce dimanche face aux nombreux déplacés ici à Ouagadougou).

# Mesdames et Messieurs

Ceux qui disent que la question sécuritaire ne doit pas être un fonds de commerce pour les hommes politiques ont parfaitement raison. Mieux, elle ne doit être un fonds de commerce pour personne, y compris pour ceux qui disent qu’elle ne doit pas être un fonds de commerce, mais qui tentent d’instrumentaliser le désordre qu’ils ont contribué à créer en organisant des activités caritatives et/ou de précampagne électorale. Que ce soit la majorité ou l’opposition, que ce soit la société civile, aucun Burkinabè ne devrait avoir l’indécence de faire de la question sécuritaire et des déplacés un fonds de commerce politique ou citoyen. Cela vaut aussi pour ceux qui confondent information et propagande et qui font aussi du patriotisme un fonds de commerce après avoir contribué à décourager dans ce pays la fibre patriotique. Toutefois, la question sécuritaire ne saurait être un prétexte pour bâillonner le peuple, taire les critiques, s’accrocher au pouvoir au-delà des mandats électifs, et confisquer ainsi la souveraineté du peuple.

# Mesdames et Messieurs

On entend aussi dire que nous serions tous responsables et coupables de la situation actuelle. Le MPS en tant que parti politique porteur de valeurs démocratiques et éthiques, a le devoir de dire aux Burkinabè la vérité. A supposer que nous soyons tous responsables, la vérité c’est que certains de nos compatriotes le sont plus que d’autres. Le MPS qui s’est, dès son lancement, positionné très clairement dans l’opposition à la politique actuelle conduite par le gouvernement en place, y compris sa politique de défense et de sécurité, doit éclairer l’opinion afin qu’elle puisse situer les responsabilités des uns et des autres. Sans cet exercice d’imputabilité, les errements dans lesquels notre pays est plongé depuis 2016 risquent de se reproduire à l’infini et de plonger inexorablement notre pays dans le chaos. Si la situation nationale avait été meilleure, si les Burkinabè vivaient en paix et en sécurité, certaines personnes s’en seraient attribué le mérite. Et pourquoi, quand rien ne va, personne ne veut prendre la responsabilité de ce qui nous arrive ?

# Mesdames et Messieurs

Le MPS est d’avis que pour vaincre, l’armée seule ne pourra pas faire face au terrorisme et qu’il faut fédérer toutes les énergies du pays. Mais pourquoi on entend parler d’incompréhensions entre forces de défense et forces de sécurité intérieure ? Pourquoi les agents qui vivent au sein de la population, qui ont des renseignements, qui connaissent la géographie et les populations locales ne sont pas toujours associés aux opérations initiées contre les groupes terroristes ? Pourquoi les populations locales elles-mêmes, qui devraient bénéficier de l’action de nos FDS, semblent ne pas collaborer et quelles sont les initiatives conduites pour y remédier ?

Depuis la tenue du forum national sur la sécurité en 2017 où en est le Burkina avec l’élaboration de sa stratégie de réforme du secteur de la sécurité ?

* Pourquoi les priorités de réformes prévues ne sont pas encore appliquées ?
* Où en est l’élaboration de la Politique Nationale de Sécurité (PNS), de la stratégie nationale de la sécurité et des stratégies sectorielles ?
* Où en sont les plans de mise en œuvre ?
* Quelles sont les mesures prises pour que l’accroissement des dépenses militaires de notre pays aille de pair avec la bonne gestion des moyens financiers mis à disposition ?

Quid de l’élaboration de la stratégie de lutte anti-corruption dans le secteur ?

* Quelles sont les initiatives prises pour consolider la gouvernance du secteur de la sécurité ?
* Où en est-on avec l’élaboration de la stratégie de lutte contre l’extrémisme et la radicalisation ?
* Quelles sont les initiatives prises pour démobiliser les jeunes burkinabè recrutés par les groupes terroristes et assécher leur bassin de recrutement ?
* Quelles sont les initiatives prises pour améliorer le niveau opérationnel des FDS, et pour consolider la confiance entre les FDS et la population ?
* De quel mal souffrent nos FDS ?

S’agissant de l’initiative récente prise par le Président du Faso de procéder à un recrutement de volontaires, nos FDS ont-elles un problème de sous-effectif ?

* Si oui, pourquoi ne pas lancer des recrutements exceptionnels pour pallier les insuffisances d’effectifs ?
* Quelle est la vision du pouvoir actuel en ce qui concerne le recrutement de ces volontaires ?
* Quel sera le statut juridique de ces volontaires ? et quelles seront leurs missions ?
* Quelles sont les garanties prises pour qu’ils ne fassent pas l’objet d’instrumentalisation partisane ?
* Quelle articulation avec les initiatives locales en matière de sécurité, avec les groupes d’auto-défense comme les koglwéogo ?

Voilà autant de questions que le MPS voudrait poser au Gouvernement et à son Parlement taiseux. Le MPS espère que la décision de recruter des volontaires ne vise pas à masquer l’impuissance du pouvoir actuel à faire face à la situation sécuritaire auquel cas, elle risque d’être une grave erreur. Le MPS espère que cette décision n’a pas été dictée par l’émotion et qu’elle a été longuement mûrie. En tout état de cause, il appelle à faire preuve de discernement dans les initiatives et dans les opérations sur le terrain pour ne pas expérimenter des remèdes qui se révèleraient être pires que le mal que l’on cherche à combattre.

# Mesdames et Messieurs

Le MPS est favorable à l’union sacré des filles et fils du Faso lancée par le Président du Faso dans son récent discours. Mais il ne peut s’empêcher de s’interroger sur la vision de l’équipe dirigeante actuelle de l’union des filles et fils du Burkina. Les interrogations du MPS sont d’autant plus légitimes que cette équipe dirigeante nous a habitués à des paradoxes depuis son avènement. Alors qu’une partie de l’opinion accuse les dirigeants de la Transition d’avoir facilité leur accession au pouvoir, comme si elle n'avait pas été élue par le peuple burkinabè en novembre 2015, la nouvelle élite dirigeante n’a rien trouvé de mieux que de s’acharner contre les acteurs de la Transition jugés les plus dangereux pour sa survie au pouvoir. Déjà confrontés à l’hostilité des membres de leur ancienne famille politique qu’ils ont trahis en 2014, les nouveaux maîtres ont choisi d’ouvrir de nouveaux fronts d’opposition : en se mettant à dos non seulement une bonne partie des acteurs de l’insurrection et de la transition, mais aussi une bonne partie du Front syndical. Sourds aux appels à la réconciliation nationale, traitant d’apostats les acteurs de l’insurrection qui osent parler de réconciliation, les voici qui lancent paradoxalement un appel à l’unité nationale, comme si les acteurs politiques qu’ils cherchent à marginaliser ne faisaient pas partie de la Nation burkinabè.

# Mesdames et Messieurs

Le MPS a aussi le devoir de dire aux Burkinabè qu’un autre Burkina est possible. Ceux qui disent qu’un Burkina meilleur n’est pas possible et qu’un autre leadership n’aurait pas pu faire mieux ont en réalité un parti-pris, celui du conservatisme, de l’immobilisme, du statut quo.

Non, il n’y a pas de fatalité. Mais il est clair que sans un leadership gagnant, il n’y a pas de victoire. Des leaders transformateurs, il y en a pourtant au sein du peuple burkinabè qui dispose en effet de toutes les ressources, de toutes les compétences, de tous les talents nécessaires pour relever les défis qui lui sont posés à chaque moment critique de son histoire récente, que ce soit par le dialogue ou par la force. En deux semaines, le Burkina a mis en route après l’insurrection d’octobre 2014 une Transition qui n’était pas parfaite mais nous a permis de faire l’économie d’une violence plus exacerbée, là où d’autres peuples sombrent dans le chaos. Une autre preuve de la bravoure de notre peuple saluée par le monde entier : sa résistance victorieuse au putsch de septembre 2015.

Où sont passés nos valeureux jeunes officiers montés à l’assaut du Régiment de sécurité présidentielle qui terrorisait les Burkinabè ? Où sont passés les militaires du RSP qui se sont désolidarisés des putschistes ? En effet, sur plus de 1300 éléments il n’y a qu’une petite centaine de putschistes qui sont aujourd’hui en prison. Que sont-ils devenus ? Où sont passés nos autres corps d’élite comme les parachutistes de Bobo ? Que sont devenus nos régiments d’infanterie commando disséminés dans toutes les garnisons ? Pourquoi nos jeunes officiers qui ont fait preuve d’audace ne sont-ils pas aux avant-postes de la lutte contre les groupes terroristes ? Où est passé notre fibre patriotique qui s’est exprimée au lendemain de l’insurrection ? Disons-le tout net ; notre mal se trouve dans le leadership, car comme cet adage le dit si bien « un troupeau de moutons conduit par un lion est plus vaillant qu’un troupeau de lions conduit par un mouton». Ne dit-on pas par ailleurs que la troupe est à l’image du chef ?

# Mesdames et Messieurs,

Ce n’est pas le lieu ici de détailler des propositions alternatives dans un domaine aussi sensible que la défense et la sécurité, sachant que nos ennemis qui vivent au sein de la population sont à l’écoute, lisent et suivent tout ce que les patriotes burkinabè se disent entre eux.

Toutefois, le MPS suit de très près l’évolution et la tournure prise par cette guerre contre notre peuple. Nous ne sommes plus au début de l’année 2016 où les attaques étaient revendiquées par tel ou tel groupe. Nous sommes face à une guerre totale que nous impose l’ennemi avec le but de nous conduire vers une situation où il n’y aura plus d’armée, plus de territoire, plus de populations, plus d’administration, et donc, plus d’État, plus de gouvernement. Le plan des terroristes est clair, le schéma est tout tracé, l’Etat-nation du Burkina doit disparaître. A Dieu ne plaise ! Si non, plusieurs générations passeront sans connaître le Burkina Faso que de nom. Cela nous rappellerait le triste épisode que notre pays a déjà vécu pendant 15 années, entre 1932 et 1947. Cette perspective est inacceptable.

Dans la vision de la lutte anti-terroriste du MPS, il nous faut découvrir quelles sont les intentions des groupes terroristes à court terme pour atteindre leurs buts, en quelque sorte quelle est **la tactique** et quels sont **leurs moyens**. Si l’Agence Nationale du Renseignement (ANR) était un service de renseignement efficace il aurait réussi après quatre années d’existence à définir cela. Il nous faut donc en tirer les conclusions et opérer un véritable changement au niveau de l’ANR. S’il était au pouvoir, le MPS ne nommerait jamais un officier qui n’a jamais fait un seul jour de renseignement dans sa carrière à la tête d’une institution avant-gardiste dans la lutte contre le terrorisme.

Dans la vision du MPS, la question de la cohésion dans l’armée est essentielle. Nos FDS ont toujours su surmonter les difficultés de cohésion en leur sein pour privilégier l’intérêt national. Le régime actuel a malheureusement créé et exacerbé des clivages au sein de notre armée. Le MPS appelle à taire impérativement les dissensions au sein de l’armée en réactivant les cadres de concertations créée en 2011 afin de renforcer la confiance entre la base et le sommet.

Dans sa vision, le MPS, estime qu’il faut rehausser la capacité opérationnelle de notre armée. Pour cela, il faut plutôt renforcer les effectifs par un recrutement de contingents spéciaux dans l’armée, la gendarmerie et la police, en particulier dans les régions et parmi les populations les plus affectées par le terrorisme. Notre président d’honneur, le Général Zida avait fait en décembre 2018 la proposition qu’il soit recruté un contingent spécial d’au moins 3000 éléments en discriminant positivement les régions sous menace. Malheureusement et comme d’habitude il n’a pas été écouté, certainement même vilipendé par des « naaba » (chefs, ndlr) et courtisans incultes, incapables d’intégrer que l’on puisse aimer son pays envers et contre tout. Il nous faut urgemment équiper nos FDS comme il se doit. Et cet équipement doit être à la hauteur des défis : massif et de qualité qu’il s’agisse des armements, des moyens roulants et des moyens aériens. Il n’est pas normal dans ce contexte que l’on entende parler de faibles capacités d’absorption en matière de dépenses militaires.

Dans sa vision, le MPS considère que le terrorisme n’est pas un phénomène nouveau dans le monde et même en Afrique. Ce qui signifie qu’il y a des expériences dont il faut s’inspirer.

Certains États africains comme l’Algérie et la Mauritanie ont bien réussi à endiguer le fléau du terrorisme. En plus des opérations militaires, il nous faut intégrer aussi des aspects diplomatiques. Quels sont les partenaires du Burkina dans cette lutte contre le terrorisme ? Il nous faut absolument diversifier nos partenaires et les amener à s’aligner sur notre vision propre mais aussi mobiliser nos voisins du Sud, car du succès des armes du Burkina, dépendra aussi leur sort.

Enfin, la question de la réconciliation nationale ne doit pas être occultée. L’union sacrée dont il est fait appel suppose celle de tous les fils et filles de notre pays. Alors comment pourrait-elle se faire lorsque le dialogue est rompu volontairement avec des leaders, des personnes qui représentent une certaine frange de notre population au regard des positions et fonctions qu’elles ont occupées ? Il est urgent de renouer le dialogue, même si ce dialogue ne va pas nécessairement aboutir avant longtemps, il va au moins créer un climat social apaisé propice à l’union sacrée autour de la lutte contre le terrorisme.

# Mesdames et Messieurs

Notre analyse a suggéré quelques pistes pour contrer l’avancée du terrorisme au stade actuel. L’élimination du député-maire de Djibo pour mieux contrôler la zone est sans conteste l’un des modes opératoires des terroristes. Il n’est donc pas exclu que ceux-ci recommencent ailleurs des assassinats ciblés. Mais si rien n’est fait dans quelques mois, voire quelques jours, nos propositions risquent de ne plus être adaptées à cette situation évolutive, car le mal aura atteint un point de non-retour. Nous, au MPS, sommes cependant confiants que si les conditions sont réunies, le peuple burkinabè est capable de bien réagir, vite et maintenant.

Je vous remercie !